

**Comité Midi Pyrénées de l'Association Nationale des Pieds Noirs  
Progressiste et leurs Amis (ANPNPA)**

à

**Monsieur le Président de la République**

***Objet : Demande d'intervention publique pour la paix à Gaza***

Depuis le début de l'opération «Bordure protectrice», le 08 juillet 2014, on dénombre à ce jour 572 morts, 3350 blessés, parmi lesquels des femmes, des enfants en bas âge et ces 4 adolescents morts ce 16 juillet sur une plage. 100.000 habitants déplacés, la destruction de centaines de maisons et de nombreux bâtiments: hôpitaux, clubs sportif, centres culturels et lieux de culte.

**C'est le drame qui se joue en ce moment-même à Gaza, en Palestine.**

Nous, association Nationale des Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis venons vous dire que nous sommes fortement préoccupés devant la manière dont Vous et votre ministre des affaires étrangères Laurent Fabius entériné l'assaut israélien contre Gaza.

**La position de la France «reste fondée sur l'équilibre» selon l'Elysée.**

**Équilibre** entre l'occupant et l'occupé?

**Équilibre**, lorsque la bande de Gaza est mise sous un blocus inhumain depuis 2006 et ayant subi, déjà, les terribles agressions de l'armée israéliennes en 2008/2009 et en 2012 avec les graves conséquences humaines que l'on sait ?

**Équilibre**, lorsque que des milliers de prisonniers politiques, dont des élus, sont dans les geôles d'Israël et des centaines en détention administrative, c'est-à-dire sans inculpation ni jugement, cela au mépris des conventions internationales

**Équilibre**, lorsque la construction de colonies en Cisjordanie et Jérusalem-Est compris a augmenté de 123% en 2013 par rapport à 2012?

**Équilibre**, alors que pendant les neuf mois qu'a duré le cycle de négociation sous la houlette de Washington, Israël a approuvé la construction de 13,851 nouveaux logements dans les territoires palestiniens occupés, ce qui traduit une accélération «sans précédent», selon les chiffres de l'ONG israélienne Shalom Archav («La Paix maintenant»)?

**Équilibre**, lorsque des maisons sont détruites par centaines?

**Équilibre**, lorsqu'Israël procède à l'arrachage d'oliviers et autres arbres fruitiers par milliers?

**Équilibre**, alors que les réfugiés se comptent par millions (5 à 6 millions, soit plus de la moitié des Palestiniens sont réfugiés), et certains, comme en Syrie actuellement, mourants de faim et condamnés à un nouvel exil?

**Équilibre**, alors que les Palestiniens d'Israël (1,5 millions, soit environ 20% de la population de cet Etat) sont toujours victimes de nombreuses discriminations par rapport aux autres juifs israéliens?

La liste est loin d'être exhaustive.

Des dizaines de rapports émanant de diplomates, de parlementaires, de chargés de missions de l'ONU, de diverses ONG faisant état de la situation sont envoyés depuis des années dans les chancelleries.

Par ailleurs, vous savez très bien que les soi-disant négociations du processus de paix font le jeu d'Israël qui pendant ce temps poursuit l'annexion des Territoires palestiniens occupés et conduit inexorablement à empêcher la construction d'un Etat Palestinien viable et souverain.

Le 20 décembre 2012, vous avez dénoncé à Alger le système colonial «**profondément injuste et brutal**»; le 15 octobre 2013 à Soweto en Afrique du Sud à propos de l'Apartheid vous déclaré «**c'est émouvant de venir ici, à Soweto, Soweto où, il y a quarante ans, les gens mouraient pour la liberté, pour leur dignité** ».

Système colonial, apartheid, qualifient aussi la politique des gouvernements israéliens depuis 70 ans. Chaque jour les Palestiniens sont victimes de ces systèmes et meurent pour leur liberté et leur dignité.

Enfin, nous ne pouvons pas ne pas rappeler que lors de votre candidature à la Présidence de la République, vous avez pris 60 engagements en affirmant «**je les tiendrai**» et sur l'Engagement 59 vous disiez «**je prendrai des initiatives pour favoriser, par de nouvelles négociations, la paix et la sécurité entre Israël et la Palestine, je soutiendrai la reconnaissance internationale de l'Etat palestinien**»!

Non seulement la France n'a pas reconnu l'Etat de Palestine, mais de surcroît vous soutenez le gouvernement de l'Etat d'Israël qui massacre le peuple Palestinien, alors vous comprendrez aisément, Monsieur le Président notre forte inquiétude devant ce virage de la diplomatie française qui représente à nos yeux un effacement de la place de la France dans cette partie du monde.

Que peut être la voix de la France et de sa représentation nationale face à une telle situation? Celle qu'elle a toujours su bien porter: la voix de la paix. Celle de la juste dénonciation d'une asymétrie scandaleuse, entre l'une des armées les mieux équipées du monde et une population civile affaiblie par 7 années d'absence des denrées les plus basiques.

La France porte historiquement la voix de l'humanisme et cela ne doit pas cesser. Comme elle l'a fait pour l'Irak en 2003 et dans d'autres contextes de guerre. C'est ce qui fait notre grandeur, c'est ce qui fait notre honneur.

Notre passivité aujourd'hui, aura des conséquences demain, et votre attitude face à ce qui se passe à Gaza aura un poids considérable au vu de la gravité des événements.

Partout en France, ce sont des centaines de personnes qui se sont déplacées à chacun des rassemblements et manifestations organisées . A chaque fois sans échauffourées et dans le respect de l'ordre public.

C'est dans cette même démarche humanitaire et humaniste que nous vous interpellons aujourd'hui. Car lorsqu'on accepte dans l'indifférence qu'un être humain soit tué injustement et impunément, c'est l'humanité entière qu'on assassine. Et un Palestinien ne vaut certainement pas moins qu'un autre être humain.

Nous ne pouvons imaginer de paix durable sans justice.

Nous attendons de vous que vous interveniez de manière significative pour que l'État français agisse pour contribuer à faire respecter le Droit international dans cette région du monde, avec laquelle nous partageons énormément, ce qui nous donne une grande responsabilité.

Nous vous demandons instamment, Monsieur le Président de prendre, des sanctions sur le gouvernement israélien pour que celui-ci cesse son acharnement sur le peuple palestinien et qu'il mette fin à la colonisation et l'occupation de la Cisjordanie et Gaza, seule voie possible vers une paix juste et durable basée sur le droit en Cisjordanie et Gaza. Par ailleurs, Aux dernières nouvelles, La France s'est abstenue dans la démarche Palestinienne de saisie du conseil de sécurité pour arrêter ce engrenage mortifère. C'est tout simplement inacceptable.

Veillez croire, Monsieur le Président en l'expression de nos salutations citoyennes.

A Toulouse le 24 juillet 2014